



UNSA Territoriaux CUS

Immeuble de la Bourse - 1^{er} étage

Poste 39707 ou 38307 - Tél. : 03 88 60 97 07

unsa.syndicat@strasbourg.eu

UNSA CUS : <http://unsacus.facite.com/>

UNSA UD 67 : <http://unsa.territoires67.facite.com/>

Octobre 2010 - N° 41

UNION NATIONALE DES
SYNDICATS AUTONOMES



PROCHAINS CONCOURS ET EXAMENS

Examen d'adjoint administratif de 1^{re} classe (CDG 67)

Préinscription : avant le 9 novembre 2010

Concours d'agent de maîtrise (CDG 68, en convention avec le CDG 67)

Examen d'agent de maîtrise (CDG 68, en convention avec le CDG 67)

Préinscription : avant le 15 novembre 2010

Concours de psychologue (CDG 08, en convention avec le CDG 67)

Préinscription : avant le 17 novembre 2010

Pour être au plus près de l'information :

- **consultez** notre **site Internet** (accessible par l'**Intranet CUS**),
- ou demandez à être **destinataire** de notre bulletin **Infos Dernières**.

Manifestation du 12 octobre 2010 sur les retraites



RETRAITES : UNE LOI ILLÉGITIME

Après avoir **remis en cause** la borne d'âge des **67 ans** pour les **parents de 3 enfants**, pour une période transitoire de **cinq ans**, ainsi que, de façon **pérenne**, pour les **parents d'enfants handicapés**, le Président de la République et le gouvernement ont **refusé** toute autre **modification substantielle** du **projet de loi** sur les **retraites**.

Droit dans ses bottes, Eric WOERTH a défendu sans état d'âme toutes les **injustices** contenues dans le **projet de loi** devant le Sénat.

S'exprimant par exemple sur le dossier de la **pénibilité** le **18 octobre 2010**, il a affirmé : *«il est clair que les manutentionnaires sont particulièrement exposés aux lombalgies et autres dorsalgies et qu'ils rentreront eux aussi facilement dans les 10 %»*. 10 % d'incapacité de travail qu'il faut justifier pour pouvoir bénéficier, le cas échéant, d'une retraite dite **«anticipée»**, c'est-à-dire dans l'esprit du gouvernement à ... **60 ans** !

Il est malheureusement à craindre que l'ensemble du projet de loi ne soit voté en l'état par le Sénat le **21 octobre 2010**, voire quelques jours après.

Mais, même votée, cette loi serait entachée d'une forme d'**illégitimité**, puisque **rejetée** par **70 %** des Français, en raison de son caractère **injuste**.

Tôt ou tard, il faudra la remettre sur les rails et en rediscuter !



TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

Lors de la réunion «Agenda social» du 6 octobre 2010, l'organisation dans les prochains jours d'une réunion intersyndicale spécifique «**Transports et déplacements**» a été annoncée.

Lors de cette réunion, prévue le **21 octobre 2010**, devraient être abordés les points suivants :

- participation de l'employeur sur les abonnements «transports en commun» pour les déplacements «hors CUS» entre le domicile et le lieu de travail,
- parkings "Heyritz",
- vélo à 1 € par mois.



RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le **projet de loi de réforme des collectivités territoriales** a été adopté, en *deuxième lecture*, par l'Assemblée Nationale le **28 septembre 2010**.

Une **commission mixte paritaire**, composée à moitié de députés et à moitié de sénateurs, élaborera le texte définitif de la loi.

La **commission mixte paritaire** devait se réunir le 13 octobre 2010. A cause de la réforme des retraites, cette réunion a été reportée. Nouvelle date annoncée : 3 novembre 2010.



DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA PETITE ENFANCE

Par message du **1^{er} octobre 2010**, l'UNSA avait demandé où en était le **projet d'organisation** de la **Direction de l'Éducation et de la petite enfance**.

Par message du **1^{er} octobre 2010**, il nous a été répondu que la démarche se poursuivrait selon le calendrier suivant :

- **fin octobre 2010** : présentation des hypothèses de travail de la Direction de l'Éducation et de la petite enfance à la **Direction Générale** et aux **Elus**,
- **début novembre 2010** : organisation d'une **réunion intersyndicale** sur ce sujet.



ENTRETIEN ANNUEL DE PROGRÈS

Par message du **20 juillet 2010**, l'UNSA avait demandé à l'administration des précisions quant à l'**après-EAP**.

Par message du **30 août 2010**, l'administration nous a répondu :

«La signature du compte rendu d'entretien par l'agent atteste qu'il a pris connaissance de l'intégralité du document et ne vaut pas accord sur le contenu.

Ainsi au terme de l'entretien, l'agent peut faire valoir son point de vue voire son désaccord, en utilisant les zones de commentaires qui lui sont réservées et apporter toute précision qui lui semblerait nécessaire.

On constate toutefois que le désaccord porte rarement sur tous les points de l'EAP, mais au contraire sur un élément qui peut alors être précisé par écrit (par l'agent ou l'encadrant). Cette démarche permet de ne pas remettre en question l'ensemble de l'entretien, les engagements pris, les objectifs fixés ou les demandes de formation.

Lorsqu'un compromis ne peut pas être trouvé, l'encadrant N+2 peut alors constituer une voie de recours et d'arbitrage. Et si ce recours n'aboutit pas à lever le désaccord entre l'agent et son encadrant direct, ce dernier doit constater l'échec de l'EAP et le notifier sur le compte rendu, avec visa du N+2.

Dans ce cas, lors de l'EAP de l'année suivante, le compte rendu non signé ne pourra pas servir de référence; l'encadrant et l'agent devront s'appuyer sur tout autre élément ou document qu'ils jugeront pertinents.

Pour autant, cet échec étant le signe d'un dysfonctionnement dans la relation de travail, l'année écoulée devrait avoir permis d'améliorer la situation par tous les moyens disponibles.»



PRIME DE PERFORMANCES ET DE RÉSULTATS

Une circulaire du **27 septembre 2010** indique les **modalités de mise en œuvre** de la **prime de fonctions et de résultats** dans la **fonction publique territoriale**.

La mise en œuvre sera progressive. Pour le moment, seuls les administrateurs sont concernés. Les attachés le seront dès 2011.



L'INTERSYNDICALE PM INTERPELLE L'AMF

Par **lettre du 16 septembre 2010**, l'Intersyndicale **Police Municipale** a interpellé le Président de l'**Association des Maires de France**.

Elle a rappelé ses revendications concernant les **policiers municipaux** :

- **revalorisation** des **grilles indiciaires**,
- **intégration** de l'**indemnité spéciale de fonctions** dans le **calcul de la retraite**, avec **attribution** de celle-ci au **taux maximum** pour **tous**,
- **prise en compte** de la **dangerosité** et de la **pénibilité** de la **profession**.

Elle demande que de **réelles propositions** soient faites aux **policiers municipaux**.

Lors de l'Assemblée plénière du **29 septembre 2010**, le **Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale** a émis un avis **favorable** sur le projet de décret portant **statut particulier** du cadre d'emplois des **chefs de service de police municipale**, dans le cadre de la **réforme** de la **catégorie B**.

Les décrets relatifs aux **examens professionnels** concernant les **chefs de service de police municipale** ont également été examinés.



FORMULAIRES D'ARRÊT DE TRAVAIL

Plusieurs interpellations de collègues nous amènent à vous rappeler les termes de la **Note aux agents n° 039 du 24 août 2007** relative aux **formulaire d'arrêt de travail**.

Le **volet 1**, qui comporte les causes médicales de l'arrêt, **n'est pas à transmettre au service**.

Il est à conserver, en vue de pouvoir le présenter à un médecin agréé, par exemple dans le cadre d'une contre-visite médicale.

Si le volet 1 a été transmis par erreur au service, celui-ci devrait le retourner à l'agent.

Ce rappel ne concerne que les fonctionnaires, et pas les agents non titulaires (*pour lesquels d'autres modalités s'appliquent*).



PROMOTIONS 2011 CRITÈRES OBJECTIFS

La réunion **«Agenda social»** du **6 octobre 2010** a été consacrée pour la plus grande partie à la définition de **critères objectifs de promotion** à partir des **promotions 2011**.

Les discussions s'inscrivent plus précisément dans le **contexte CUS** suivant :

- **ratios de promotion** portés à **100 %**,
- **propositions** de promotion objectivées et fondées sur l'**appréciation** de la **valeur professionnelle**,
- **100 000 € supplémentaires** seront consacrés aux **promotions 2011** (*par rapport aux promotions 2010*).

Le projet de **rapport d'objectivation de la valeur professionnelle**, clé de voûte du nouveau processus de promotion, ne nous a été remis qu'en séance.

Il s'inspire des rapports de qualification prévus dans le cadre des stages (*avant titularisation*).

Le rapport sera utilisé aussi bien pour les avancements de grade que pour les promotions internes.

Une réunion intersyndicale spécifique **«critères promotions»** a été fixée au **20 octobre 2010**.

Dans l'intervalle, les organisations syndicales ont été invitées à faire part de leurs remarques ou questionnements sur le projet de l'administration.

Des documents détaillés nous ont été transmis par l'administration le 14 octobre 2010.

Comme les discussions ne sont pas encore achevées, le train des promotions 2011 sera retardé.

Les **commissions administratives paritaires «Promotions 2011»** ne devraient être réunies qu'en **janvier** ou **février 2011**.



PROMOTION INTERNE EXAMEN DE RÉDACTEUR

Lors de la première réunion du **groupe de travail** sur la **réforme de la catégorie B**, concernant la filière **administrative (30 septembre 2010)**, il a été annoncé que l'**examen de rédacteur (promotion interne)** serait **pérennisé**.

C'est une première **avancée** !



TEXTES PUBLIÉS AU JOURNAL OFFICIEL

JO du 16 octobre 2010

- Décret n° **2010-1217** du **14 octobre 2010** modifiant le décret n° 92-899 du 2 septembre 1992 fixant les **conditions d'accès** et les **modalités d'organisation** des **concours** pour le recrutement des **conservateurs territoriaux de bibliothèques**

Les **épreuves** du concours **externe** ouvert aux candidats titulaires d'une **licence**, ou d'un autre titre classé au moins au niveau II, ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes, et du concours **interne** sont **modifiées**.



COMPTE ÉPARGNE-TEMPS À LA CUS

Lors de la réunion «Agenda social» du 6 octobre 2010, l'administration a informé les organisations syndicales qu'une **délibération** sur le **compte épargne-temps** serait soumise au Conseil de CUS **fin 2010/début 2011**.

La **monétisation** du **compte épargne-temps** n'est **pas envisagée**.

Les agents dont le compte épargne-temps arrive à échéance cette année auront la possibilité de reconsidérer les mesures de souplesse dont ils avaient bénéficié quant à l'étalement de la prise des congés épargnés.

Ils pourront conserver les congés non pris sur leur compte épargne-temps **sans limitation de durée**, dans le respect des dispositions prévues par le décret n° **2010-531** du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale (*voir Journal n° 30 d'Août 2010*).



COLLECTE DES DÉCHETS ÉTUDE D'OPTIMISATIONS

Le mardi **21 septembre 2010** s'est tenue une réunion de présentation de la **phase C - propositions de scénarii** - de l'étude d'optimisations de la **collecte des déchets** (*voir Journal n° 37 de Juin 2010*). Depuis, ces propositions ont été présentées aux agents concernés.



BILAN DE LA GIPA 2010 À LA CUS

Par message du **21 septembre 2010**, l'administration nous a informés que seuls **203 agents** de la **CUS** seraient **bénéficiaires** de la **GIPA** en **2010**.

La GIPA (*indemnité dite de **garantie individuelle du pouvoir d'achat***) leur a été versée sur la paie du mois de **septembre 2010**.

Seuls des agents **bloqués** en **fin de grade** depuis **4 ans** au **31 décembre 2009** ont pu bénéficier de la **GIPA**. Pour l'essentiel, il s'agit d'agents des catégories **A et B**.

Peuvent également être bénéficiaires de la **GIPA** des agents **partant à la retraite** en **2010**.

Rappelons que, contrairement à d'autres organisations syndicales, l'**UNSA** n'a pas signé en **2008** le **Relevé de conclusions** instaurant la **GIPA**. Et, l'**UNSA** a eu parfaitement raison !



SERVICE ACCUEIL DE LA POPULATION

Les agents du service **Accueil de la population** (*Centre administratif et mairies de quartier*) ont été appelés à **voter** le **21 septembre 2010** sur leurs **nouveaux horaires de travail**.

Deux scénarios leur étaient proposés.

Le **vote** a donné les résultats suivants :

- **92,75 %** de **participation**,
- **78,12 %** des agents se sont prononcés en faveur du **scénario B**.

Une réunion intersyndicale sur les **nouveaux horaires de travail** s'est tenue le **15 octobre 2010**.

Les nouveaux horaires de travail entreront en vigueur le **3 janvier 2011**.

Parallèlement, les **horaires d'ouverture** des **mairies de quartier** seront **modifiés**, dans le sens d'une plus grande **harmonisation**.

2 mesures complémentaires ont été annoncées :

- **création** de **2 postes** de **chargé d'accueil** supplémentaires,
- **recalibrage** des postes de **chargé d'accueil** en **C/B** (*au lieu de C actuellement*).